

«Survey_Economy»

Chère Madame, Cher Monsieur,

Au nom de l'équipe *Les Femmes, l'Entreprise et le Droit* du Groupe de la Banque mondiale, nous serions honorés de bénéficier de votre expertise concernant notre questionnaire sur le droit de la famille à/au/en «Survey_Economy», qui couvre l'accès des femmes à la propriété, aux institutions, et à la justice. Le rapport *Les Femmes, l'Entreprise et le Droit* (WBL), publié par le Groupe de la Banque mondiale, étudie les dispositions légales et réglementaires affectant la capacité et la décision des femmes à s'insérer sur le marché du travail et à créer leur entreprise.

Le dernier rapport *Les Femmes, l'Entreprise et le Droit 2016: parvenir à l'égalité*, a été publié le 9 septembre 2015. Le rapport a élargi la couverture des données à 173 économies et a analysé les lois et les règlements dans de nouveaux domaines sur cinq des sept indicateurs couverts. Le rapport a été largement relayé par les grands médias internationaux, offrant une large exposition médiatique dont nos contributeurs peuvent bénéficier. Jusqu'en juillet 2016, il avait fait l'objet de plus de 1000 mentions dans les médias. Le projet est également présent dans les réseaux sociaux avec plus de 8800 fans sur Facebook et 950 membres sur LinkedIn.

Les Femmes, l'Entreprise et le Droit 2018 vise à étendre sa couverture à 189 économies et à élargir ses indicateurs. Nous sommes particulièrement intéressés par les réformes qui ont été adoptées **après le 30 avril 2015**. Les lois citées dans nos précédents rapports peuvent être consultées en ligne sur notre site wbl.banquemondiale.org. Votre contribution sera mentionnée sur le site internet du projet *Les Femmes, l'Entreprise et le Droit* du Groupe de la Banque mondiale (<http://wbl.banquemondiale.org/local-experts>) et dans l'édition imprimée de notre rapport.

Des contributions comme les vôtres sont essentielles pour assurer la qualité et la précision des données que nous recueillons et analysons. Veuillez renvoyer le questionnaire rempli à l'adresse WBLfamily@worldbank.org **d'ici le 18 octobre 2016**. Veuillez vous assurer d'avoir bien indiqué vos coordonnées afin que nous puissions vous envoyer un exemplaire gratuit du rapport. N'hésitez pas de nous contacter pour toutes questions ou informations supplémentaires.

En vous remerciant à l'avance de la contribution que vous apporterez au projet *Les Femmes, l'Entreprise et le Droit* et au travail du Groupe de la Banque mondiale, nous vous prions d'agréer l'expression de nos sentiments distingués.

Nayda Almodovar Reteguis
Tel: 1 (202) 473-8940
Email: nalmodovarretegu@worldbank.org

Julia C. Braunmiller
Tel: 1 (202) 458-7867
Email: jbraunmiller@worldbank.org

Informations de base concernant le contributeur: Cochez la case à côté des informations que **vous ne souhaitez pas** que nous publions.

		Name			
Ne pas publier <input type="checkbox"/>	Titre (Dr., M., Mme, Mlle)	«Title»	[]	[]	
	Prénom	«FirstName»	[]	[]	
	Nom de famille	«LastName»	[]	[]	
Jamais publié	Fonction (<i>par ex. directeur, associé, partenaire</i>)	«Position»	[]	[]	
	Profession (<i>par ex. juge, avocat, professeur</i>)	«Profession»	[]	[]	
Informations de contact					
Ne pas publier <input type="checkbox"/>	Nom de la société	«CompanyName»	[]	[]	
	Site Internet	«Website»	[]	[]	
Ne pas publier <input checked="" type="checkbox"/>	Courriel	«EmailAddress»	[]	[]	
Ne pas publier <input type="checkbox"/>	Téléphone	«PhoneNumber»	[]	[]	
Jamais publié	Télécopie/Fax	«FaxNumber»	[]	[]	
	Téléphone portable	«MobileNumber»	[]	[]	
Ne pas publier <input type="checkbox"/>	Adresse de la société				
Rue	«Street»	[]	[]	Boîte postale	«POBOX» [] []
Ville	«City»	[]	[]	État/Province	«State» [] []
Code postal	«ZipPostalCode»	[]	[]	Pays	«Country» [] []

Autres contributeurs: Si vous souhaitez nous présenter d'autres personnes, merci de nous faire parvenir un courriel.

Nom	Profession	Courriel	Téléphone	Adresse
[titre] [prénom] [nom]	[nom de la société] [fonction] [profession]	[]	[téléphone] [téléphone portable]	[rue] [état/province] [ville/pays]
[titre] [prénom] [nom]	[nom de la société] [fonction] [profession]	[]	[téléphone] [téléphone portable]	[rue] [état/province] [ville/pays]
[titre] [prénom] [nom]	[nom de la société] [fonction] [profession]	[]	[téléphone] [téléphone portable]	[rue] [état/province] [ville/pays]

Option d'envoi électronique du rapport et du certificat gratuits: L'année dernière, les contributeurs de Les Femmes, l'Entreprise et le Droit ont permis d'économiser près de 500 millions feuilles de papier en sélectionnant l'option de rapport « sans papier. Nous vous invitons à vous joindre à nous dans la préservation des ressources naturelles :

Veuillez *me faire parvenir par courriel* un exemplaire du rapport, ainsi qu'un exemplaire de mon certificat gratuit, au lieu de me l'envoyer par la poste.

Références: Merci de nous aider à recueillir davantage de données en nous référant à d'autres contributeurs susceptibles de participer à l'étude.

Prénom	Nom	Fonction	Société	Adresse	Téléphone	Courriel
[]	[]	[]	[]	[]	[]	[]
[]	[]	[]	[]	[]	[]	[]

Comment procéder:

1. Veuillez indiquer vos coordonnées et nous fournir des renseignements au sujet des autres personnes qui ont contribué à la formulation de votre réponse à cette étude. Merci également de préciser si vous souhaiteriez que vos coordonnées figurent sur notre site et/ou dans notre publication.
2. Merci de bien vouloir examiner l'ensemble des postulats afin de bien comprendre le contexte global de l'étude. Si vous avez des questions, veuillez consulter la rubrique méthodologie sur notre site internet (<http://wbl.banquemonddiale.org/methodology>) où vous trouverez des explications plus détaillées, ou faites-nous part directement de vos questions.
3. Veuillez vous servir du champ fondement juridique pour indiquer la source juridique sur laquelle repose votre réponse. Si « aucune restriction n'a été identifiée » ou « aucune disposition légale applicable n'a été identifiée », veuillez l'indiquer à titre de réponse. Tous les commentaires permettant de mieux comprendre votre réponse seront également à saisir à cet endroit.
4. Veuillez noter toutes les évolutions qui se sont produites **depuis le 30 avril 2015** dans les questions se rapportant aux réformes et corriger les informations fournies dès lors qu'elles ne vous semblent pas adéquatement refléter la situation à/au/en «Survey_Economy».
5. Si des postulats supplémentaires s'avèrent nécessaires pour répondre aux questions, veuillez mentionner ce qui vous semble le plus raisonnable, nous informer de la nature de votre choix et en expliciter les raisons.
6. Lorsque vous parcourez le questionnaire, gardez à l'esprit les définitions suivantes :
 - **Correction** : toute modification requise par suite d'une erreur dans les données mentionnées (notamment lorsque les informations pré-remplies que nous avons incluses dans le questionnaire sont erronées). N'oubliez pas que les informations pré-remplies de l'étude doivent être valables à la date du **30 avril 2015**.
 - **Réforme** : toute modification de la loi intervenue ou toute promulgation d'une nouvelle législation (ex : nouvelle loi, Code, décret, arrêté, décision de la Cour suprême de justice, amendement) **après le 30 avril 2015**.

Postulats

L'étude concerne une femme moyenne à/au/en «Survey_Economy». Veuillez trouver ci-dessous un ensemble de postulats à propos de la femme en question.

La femme concernée :

- Réside à «Survey_City».*
- A atteint l'âge légal de la majorité et est habilitée à prendre des décisions en tant qu'adulte.
- En l'absence d'âge légal de la majorité, la personne est supposée être âgée de 30 ans.
- Est saine d'esprit, compétente, en bonne santé, a un casier judiciaire vierge et est une citoyenne de plein droit du/de/de l'/de la «Survey_Economy».
- Si la question part du postulat que la femme (ou l'homme) a contracté un mariage, le mariage est monogame et a fait l'objet d'un enregistrement auprès des autorités.
- Si la question part du postulat que la femme (ou l'homme) a contracté un mariage, le régime en vertu duquel le mariage a été contracté est celui du régime matrimonial par défaut.
- Si la question part du postulat que la femme est célibataire, elle ne doit jamais avoir été mariée.
- Si la réponse diffère selon la religion de la femme concernée (ce qui peut être le cas lorsque le droit personnel ou le droit des familles est en cause), veuillez indiquer les autres réponses qui seraient applicables à la majorité de la population à «Survey_City».

La loi :

Les réponses aux questions ci-dessous sont fondées sur la loi statutaire ou codifiée en droit civil et sur la jurisprudence, c.-à-d. la loi résultant de décisions de justice concernant des affaires précédentes et faisant autorité dans les systèmes de Common Law. Toute disposition spécifique de la législation ou article de la Constitution pertinent doivent être mentionnés dans les réponses. Le droit coutumier n'est pas pris en compte, à moins qu'il ait été codifié, et les réponses sont fondées exclusivement sur la lettre de la loi et non sur sa mise en œuvre ou son application. Lorsque la réponse doit être différenciée en fonction du droit applicable à la personne en question, comme cela peut être le cas dans les économies où une diversité de régimes de droit coexiste, la réponse doit correspondre à ce qui est applicable à la majorité de la population.

*Principale ville économique du pays.

1. Régime de la propriété et mariage

Instructions supplémentaires:

Ces questions visent à faire la liste des exigences juridiques et des droits existants. Ce questionnaire ne prend pas en compte les normes sociales et culturelles et toutes les réponses fournies doivent avoir comme fondement juridique la loi.

1.1. Quel est le régime matrimonial par défaut?

Séparation de biens : tous les biens et/ou revenus acquis par les époux avant leur mariage, ainsi que tous les biens acquis au cours du mariage, demeurent la propriété distincte de celui des deux conjoints qui en a été l'acquéreur. Au moment de la dissolution, chacun des conjoints reprend possession de ce qui lui appartient.

Communauté réduite aux acquêts : régime en vertu duquel les biens et/ou revenus acquis avant le mariage sont considérés comme propriété distincte de celui des deux conjoints qui en est l'acquéreur tandis que les options suivantes sont considérés comme étant la propriété conjointe du couple, à l'exception des cadeaux et des biens hérités :

- Biens; et/ou
- Revenus; et/ou
- La valeur accrue d'une des options ci-dessus.

Au moment de la dissolution, chacun des conjoints reprend possession de ce qui lui appartenait avant le mariage et tous les biens acquis après le mariage sont divisés entre les conjoints.

Communauté universelle : l'ensemble des biens et revenus acquis avant ou pendant le mariage deviennent propriété conjointe du couple. Au moment de la dissolution, tous les biens apportés lors du mariage ou acquis pendant le mariage, à l'exception des cadeaux et des biens hérités, sont divisés entre les conjoints.

Communauté de biens universelle ou réduite aux acquêts différée : les biens et/ou revenus acquis par les conjoints avant leur mariage, ainsi que tous les biens acquis au cours du mariage, demeurent la propriété distincte de celui des deux conjoints qui en a été l'acquéreur. Au moment de la dissolution, les règles de la communauté réduite aux acquêts ou universelle s'appliquent et tous les biens des deux conjoints, à l'exception des cadeaux et des biens hérités, sont divisés entre les conjoints.

	Réponse et fondement juridique (veuillez préciser la loi et l'article)			
	Cycle précédent	Cycle en cours	Cycle précédent	Cycle en cours
Régime par défaut:	«WBL_ui_Flipped_de_fault_marital_regime»	-Cliquez-	«WBL_ui_Flipped_de_fault_marital_regime_LegalBasis»	

Autre, veuillez préciser:

S'il n'existe aucun régime matrimonial par défaut, veuillez décrire le régime matrimonial le plus couramment utilisé:

Instructions supplémentaires:

Dans les questions qui suivent, veuillez décrire le régime d'administration des biens au cours du mariage pour les couples mariés sous le régime matrimonial par défaut sélectionné ci-dessus.

1.2. Qui a le droit d'administrer les biens au sein du mariage?

Pour la réponse (a), le consentement du conjoint n'est pas requis en ce qui concerne les transactions touchant les biens propres. Pour la réponse (b), chaque époux gère ses biens propres, mais pour les transactions importantes, le consentement du conjoint est requis. Pour la réponse (c), les deux époux ont des droits égaux pour la gestion et les transactions engageant la propriété conjointe. Pour la réponse (d), le mari gère seul tous les biens, y compris les biens propres de son épouse, le cas échéant.

Réponse et fondement juridique (veuillez préciser la loi et l'article)			
Cycle précédent	Cycle en cours	Cycle précédent	Cycle en cours
«WBL_ui_Flipped_who	-Cliquez-	«WBL_ui_Flipped_who	

administers»		administers_LegalBasis»	
--------------	--	-------------------------	--

Autre, veuillez préciser:

1.3. Si la réponse à la question 1.2 est « Le mari seul gère tous les biens », a-t-il besoin du consentement de son épouse pour conclure des transactions importantes sur les biens (par ex: leur vente)?

Réponse et fondement juridique (veuillez préciser la loi et l'article)			
Cycle précédent	Cycle en cours	Cycle précédent	Cycle en cours
«WBL_ui_husb_admin_joint_need_wife_consent_maj_trans»	-Cliquez-	«WBL_ui_husb_admin_joint_need_wife_consent_maj_trans_LegalBasis»	

La question 1.4. a pour but de déterminer si la loi prévoit une protection spéciale pour le domicile conjugal, en établissant des exigences particulières pour les transactions (telle que la mise en gage de biens à titre de garantie ou la vente) touchant les biens immobiliers.

1.4. Existe-t-il des dispositions particulières régissant les transactions se rapportant au domicile conjugal (par ex : vente ou utilisation à titre de collatéral pour un emprunt bancaire)?

Réponse et fondement juridique (veuillez préciser la loi et l'article)			
Cycle précédent	Cycle en cours	Cycle précédent	Cycle en cours
«WBL_ui_Flipped_Marital_home_transactions»	-Cliquez-	«WBL_ui_Flipped_Marital_home_transactions_LegalBasis»	

La question 1.5 a pour but de déterminer si dans le cadre d'un divorce il existe des différences de traitement dans la séparation des biens entre les époux. Le processus de séparation des biens est étudié afin de déterminer si le fait de s'occuper d'un enfant mineur, s'occuper de la maison familiale ou tout autre contribution non monétaire est prise en compte.

1.5. La loi prend-elle en compte les contributions non monétaires lors de la division des biens ?

Réponse et fondement juridique (veuillez préciser la loi et l'article)			
Cycle précédent	Cycle en cours	Cycle précédent	Cycle en cours
«WBL_ui_Non-monetary_contributions»	-Cliquez-	«WBL_ui_Non-monetary_contributions_LegalBasis»	

1.6. N'hésitez pas à formuler ci-après toute remarque supplémentaire ou à indiquer des liens vers des lois en rapport avec cette section:

2. Inégalités en droits de propriété

Instructions supplémentaires:

Ces questions ont pour but de déterminer s'il existe des différences de traitement entre les personnes mariées et célibataires, ainsi qu'entre les fils et les filles. Considérez que les personnes concernées sont mariées sous le régime matrimonial applicable par défaut. Dans les questions suivantes, le terme propriété fait référence à des actifs immobiliers tels que les terrains urbains, les immeubles résidentiels ou les bâtiments commerciaux. Les terres agricoles ne sont pas prises en compte dans cette question. Afin de déterminer si la loi reconnaît des droits de propriété égaux, veuillez tenir compte des capacités juridiques permettant de posséder, d'utiliser et d'administrer un bien.

Réponse et fondement juridique (veuillez préciser la loi et l'article)			
Cycle précédent	Cycle en cours	Cycle précédent	Cycle en cours

2.1. Les hommes et les femmes célibataires jouissent-ils de droits de propriété égaux sur les biens immobiliers?	«WBL_ui_Immovabl P-equal rights for Uman and Uwoman»	-Cliquez-	«WBL_ui_Immovabl P-equal rights for Uman and Uwoman_LegalBasis »	
2.2. Les hommes et les femmes mariés jouissent-ils de droits de propriété égaux sur les biens immobiliers?	«WBL_ui_Immovabl P-equal rights for Mman and Mwoman»	-Cliquez-	«WBL_ui_Immovabl P-equal rights for Mman and Mwoman_LegalBasis »	
2.3. Les filles et les fils ont-ils des droits de succession égaux sur les biens immobiliers de leurs parents?	«WBL_ui_Immovabl P-equal rights for Sons and Daughters»	-Cliquez-	«WBL_ui_Immovabl P-equal rights for Sons and Daughters_LegalBasis »	
2.4. Les hommes et les femmes survivants à leur conjoint jouissent-ils de droits de succession égaux sur les biens immobiliers?	«WBL_ui_Immovabl P-equal right for surviving M and F spouses»	-Cliquez-	«WBL_ui_Immovabl P-equal right for surviving M and F spouses_LegalBasis »	

2.5. N'hésitez pas à formuler ci-après toute remarque supplémentaire ou à indiquer des liens vers des lois en rapport avec cette section:

3. Droits des femmes mariées et célibataires

Instructions supplémentaires :

Lorsque vous considérez l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes ou entre les personnes mariées et célibataires, hommes ou femmes, veuillez tenir compte des éléments suivants (liste indicative et non exhaustive) :

- Une signature supplémentaire est-elle nécessaire ? (par ex : celle du père, du mari ou du tuteur légal)
- Des informations supplémentaires sont-elles nécessaires ? (par ex : informations concernant le père, mari ou tuteur légal)
- Des documents supplémentaires doivent-ils être fournis lors du dépôt d'un formulaire (par ex. un acte de mariage) ?

Le terme de « chef de ménage » au sens où il est utilisé ici peut aussi signifier le « chef de famille ». Si le livret de famille est seulement donné à un des conjoints, ce conjoint est considéré comme possédant le statut de « chef de ménage » dans le cadre de ce questionnaire.

	Réponse et fondement juridique (veuillez préciser la loi et l'article)			
	Cycle précédent	Cycle en cours	Cycle précédent	Cycle en cours
3.1.a. Une femme mariée peut-elle légalement être désignée « chef de ménage » ou « chef de famille » de la même manière qu'un homme marié ?	«WBL_ai_Flippe d_Mwoman_HOH»	-Cliquez-	«WBL_ai_Flipped_M woman_HOH_Legal Basis»	
3.1.b. Une femme célibataire peut-elle être légalement désignée « chef de ménage » ou « chef de famille » de la même	«WBL_ai_Flippe d_Uwoman_HOH»	-Cliquez-	«WBL_ai_Flipped_U woman_HOH_Legal Basis»	

manière qu'un homme célibataire ?				
3.2.a. Une femme mariée peut-elle faire une demande de carte d'identité de la même manière qu'un homme marié ?	«WBL_ai_Mwoman_obtain_ID»	-Cliquez-	«WBL_ai_Mwoman_obtain_ID_LegalBasis»	
3.2.b. Une femme célibataire peut-elle faire une demande de carte d'identité de la même manière qu'un homme célibataire ?	«WBL_ai_Uwoman_obtain_ID»	-Cliquez-	«WBL_ai_Uwoman_obtain_ID_LegalBasis»	
3.3.a. Une femme mariée peut-elle légalement faire une demande de passeport de la même manière qu'un homme marié ?	«WBL_ai_CanMwoman apply for passport just as Mman»	-Cliquez-	«WBL_ai_CanMwoman apply for passport just as Mman_LegalBasis»	
3.3.b. Une femme célibataire peut-elle légalement faire une demande de passeport de la même manière qu'un homme célibataire ?	«WBL_ai_CanUwoman apply for passport just as Uman»	-Cliquez-	«WBL_ai_CanUwoman apply for passport just as Uman_LegalBasis»	
3.4.a. Une femme mariée peut-elle légalement transmettre la nationalité à ses enfants de la même manière qu'un homme marié ?	«WBL_ai_Mwoman confer citizenship to children»	-Cliquez-	«WBL_ai_Mwoman confer citizenship to children_LegalBasis»	
3.4.b. Une femme célibataire peut-elle légalement transmettre la nationalité à ses enfants de la même manière qu'un homme célibataire ?	«WBL_ai_Uwoman confer citizenship to children»	-Cliquez-	«WBL_ai_Uwoman confer citizenship to children_LegalBasis»	

Les questions suivantes ne s'appliquent qu'aux femmes **mariées** (ayant atteint l'âge de la majorité) :

	Réponse et fondement juridique (veuillez préciser la loi et l'article)			
	Cycle précédent	Cycle en cours	Cycle précédent	Cycle en cours
3.5. Une femme mariée peut-elle légalement voyager en dehors de son pays par ses propres moyens de la même manière qu'un homme marié?	«WBL_ai_CanMwoman travel abroad alone just as Mman»	-Cliquez-	«WBL_ai_CanMwoman travel abroad alone just as Mman_LegalBasis»	
3.6. Une femme mariée peut-elle légalement se déplacer en dehors	«WBL_ai_CanMwoman travel outside home	-Cliquez-	«WBL_ai_CanMwoman travel outside home alone	

de son domicile par ses propres moyens de la même manière qu'un homme marié ?	alone just as Mman»		just as Mman_LegalBasis»	
3.7. Une femme mariée peut-elle légalement choisir son lieu de résidence de la même manière qu'un homme marié ?	«WBL_ai_Mwom an choose where to live»	-Cliquez-	«WBL_ai_Mwoman choose where to live_LegalBasis»	
3.8. Une femme mariée peut-elle, en vertu de la loi, obtenir ou conserver un emploi, ou se livrer à une activité ou une profession, sans l'autorisation préalable de son mari tout comme un homme marié ne requerrait pas l'autorisation de sa femme ?	«WBL_ai_Can Mwoman get job w-out permission?»	-Cliquez-	«WBL_ai_Can Mwoman get job w-out permission?_LegalBasis»	
3.9. Une femme mariée peut-elle légalement ouvrir un compte bancaire de la même manière qu'un homme marié ?	«WBL_ai_Mwom an open Bank account»	-Cliquez-	«WBL_ai_Mwoman open Bank account_LegalBasis»	
3.10. Une femme mariée peut-elle légalement signer tout type de contrat de la même manière qu'un homme marié ?	«WBL_ai_Mwom an sign contract»	-Cliquez-	«WBL_ai_Mwoman sign contract_LegalBasis»	
3.11. Une femme mariée peut-elle légalement immatriculer tout type d'entreprise de la même manière qu'un homme marié ?	«WBL_ai_Mwom an register business»	-Cliquez-	«WBL_ai_Mwoman register business_LegalBasis »	

3.12. Y a-t-il d'autres restrictions à la capacité juridique des femmes célibataires qui ne sont pas couvertes par ce questionnaire?

4. Partage des responsabilités au sein du mariage

	Réponse et Fondement juridique (veuillez préciser la loi et l'article)			
	Cycle précédent	Cycle en cours	Cycle précédent	Cycle en cours
4.1. Les femmes mariées sont-elles tenues d'obéir à leur mari en vertu de la loi?	«WBL_ai_Mwoman required to obey»	-Cliquez-	«WBL_ai_Mwoman required to obey_LegalBasis»	

4.2. Une femme mariée peut-elle légalement transmettre la nationalité à son conjoint étranger de la même manière qu'un homme marié?	«WBL_ai_Mwoman confer citizenship to husband»	-Cliquez-	«WBL_ai_Mwoman confer citizenship to husband_LegalBasis»	
4.3. Les couples mariés sont-ils, en vertu de la loi, solidairement tenus de subvenir financièrement aux besoins de la famille?	«WBL_ai_Couples joint responsibility for finan of family»	-Cliquez-	«WBL_ai_Couples joint responsibility for finan of family_LegalBasis»	

4.4. N'hésitez pas à formuler ci-après toute remarque supplémentaire ou à indiquer des liens vers des lois en rapport avec cette section:

5. Accès au système judiciaire

5.1. Existe-t-il un tribunal de règlement des petits litiges ou une procédure accélérée pour le règlement des petits litiges ?

Réponse et fondement juridique (veuillez préciser la loi et l'article)			
Cycle précédent	Cycle en cours	Cycle précédent	Cycle en cours
«WBL_gc_Small claims»	-Cliquez-	«WBL_gc_Small claims_LegalBasis»	

5.2. Dans l'affirmative, veuillez indiquer le montant maximum des litiges dans ces tribunaux.

5.3. Y a-t-il des tribunaux spécialisés en affaires familiales, ou réservés à cet effet ? Si oui, veuillez indiquer le nom de la juridiction compétente.

Réponse	Description et fondement juridique (veuillez préciser la loi et l'article)
-Cliquez-	

	Réponse et source pertinente			
	Cycle précédent	Cycle en cours	Cycle précédent	Cycle en cours
5.4. Combien de juges compte la cour constitutionnelle?	«WBL_gc_NumberOfJusticesInHighestCourt»		«WBL_gc_NumberOfJusticesInHighestCourt_LegalBasis»	
5.5. Parmi ceux-ci, combien sont des femmes?	«WBL_gc_NumberOfJusticesInHighestCourtWomen»		«WBL_gc_NumberOfJusticesInHighestCourtWomen_LegalBasis»	
5.6. Le président de cette cour est-il une femme?	«WBL_gc_ChiefJusticeWoman»	-Cliquez-	«WBL_gc_ChiefJusticeWoman_LegalBasis»	

Les questions suivantes font référence à l'organe de direction de la banque centrale de l'économie (c-à-d. du pays). Le gouverneur de la banque centrale est le plus haut gradé de l'organe directeur.

	Réponse	Source pertinente
5.7. Le gouverneur de la	-Cliquez-	

banque centrale est-il une femme ?		
5.8. Combien de vice-gouverneurs de la banque centrale y a-t-il ?		
5.9. Parmi ceux-ci, combien sont des femmes ?		

5.10. Les témoignages des femmes devant les tribunaux ont-elles la même force probante que celles des hommes dans tous les types d'affaires?

Réponse et fondement juridique (veuillez préciser la loi et l'article)			
Cycle précédent	Cycle en cours	Cycle précédent	Cycle en cours
«WBL_gc_Womens testimony valid just as mens»	-Cliquez-	«WBL_gc_Womens testimony valid just as mens_LegalBasis»	

5.11. Si la réponse à la question 5.10. est « Non », veuillez énumérer les affaires dans lesquelles le témoignage d'une femme n'a pas la même force probante que celui d'un homme.

5.12. La loi établit-elle un organisme indépendant spécialisé chargé de recevoir les plaintes ou de statuer sur les allégations de discrimination fondée sur le sexe (ex. Institut des droits de l'homme, Commission des femmes, médiateur)?

Réponse	Description et fondement juridique (veuillez préciser la loi et l'article)
-Cliquez-	

5.13. Si la réponse à la question 5.12. est « Oui » - a-t-elle le pouvoir de recevoir et traiter les plaintes pour discrimination venant de :

	Réponse	Description et fondement juridique (veuillez préciser la loi et l'article)
a. femmes victimes de discrimination ?	-Cliquez-	
b. groupes de femmes victimes de discrimination ?	-Cliquez-	
c. groupes au nom des femmes victimes de discrimination ?	-Cliquez-	

5.14. L'aide juridique est-elle disponible ?

	Réponse	Description et fondement juridique (veuillez préciser la loi et l'article)
a. en matière pénale	-Cliquez-	
b. en matière civile / en matière de droit de la famille ?	-Cliquez-	

5.15. N'hésitez pas à formuler ci-après toute remarque supplémentaire ou à indiquer des liens vers des lois en rapport avec cette section:

6. Sources du Droit

Instructions supplémentaires :

Le **droit coutumier** est le système juridique fonctionnant dans certaines communautés particulières et fondé sur les traditions. Le droit coutumier peut être codifié ou non et peut couvrir, entre autres, des domaines comme la famille, le patrimoine foncier, les successions. Cette question ne vise pas à déterminer l'utilisation des pratiques coutumières dans les transactions commerciales ou les termes techniques.

Le **droit personnel** comprend l'ensemble des lois dérivées de croyances religieuses, formalisées sous forme de règles et réglementations régissant des domaines comme le statut de la personne, le droit pénal et le droit commercial. Des exemples en sont le Droit canon, la Loi juive, le Droit hindou et la Sharia.

	Réponse et fondement juridique (veuillez préciser la loi et l'article)			
	Cycle précédent	Cycle en cours	Cycle précédent	Cycle en cours
6.1. La constitution comporte-t-elle une clause interdisant la discrimination ?	«WBL_ai_Const_non-discrimination clause»	-Cliquez-	«WBL_ai_Const_non-discrimination clause_LegalBasis»	
6.2. Dans l'affirmative, mentionne-t-elle de manière explicite le sexe ou le genre comme cause possible de discrimination ?	«WBL_ai_Flipped_Gender/sex non-discrimination clause»	-Cliquez-	«WBL_ai_Flipped_Gender/sex non-discrimination clause_LegalBasis»	
6.3. La constitution garantit-elle l'égalité devant la loi ou l'égale protection de la loi ?	«WBL_ai_Constit Guarantee gender equality»	-Cliquez-	«WBL_ai_Constit Guarantee gender equality_LegalBasis»	

Droit coutumier (Veuillez consulter les instructions supplémentaires pour les définitions)

	Réponse et fondement juridique (veuillez préciser la loi et l'article)			
	Cycle précédent	Cycle en cours	Cycle précédent	Cycle en cours
6.4. Le droit coutumier est-il considéré comme une source juridique valable en vertu de la constitution?	«WBL_ai_Const_Customary_Law»	-Cliquez-	«WBL_ai_Const_Customary_Law_LegalBasis»	
6.5. Dans l'affirmative, est-il considéré comme invalide s'il enfreint les dispositions constitutionnelles du principe de non-discrimination ou d'égalité?	«WBL_ai_Const_cust_valid_if_discrim»	-Cliquez-	«WBL_ai_Const_cust_valid_if_discrim_LegalBasis»	
6.6. La loi reconnaît-elle les tribunaux coutumiers traitant uniquement des affaires de droit coutumier ?	«WBL_gc_Law-Cust_Courts»	-Cliquez-	«WBL_gc_Law-Cust_Courts_LegalBasis»	

6.7. Si les tribunaux de droit coutumier sont reconnus, peut-on faire appel à leurs décisions devant le système de justice officiel de l'Etat? Si oui, veuillez indiquer le nom de la cour d'appel adéquate.

Réponse	Description et fondement juridique (veuillez préciser la loi et l'article)
-Cliquez-	

Droit personnel (Veuillez consulter les instructions supplémentaires pour les définitions)

	Réponse et fondement juridique (veuillez préciser la loi et l'article)			
	Cycle précédent	Cycle en cours	Cycle précédent	Cycle en cours
6.8. Le droit personnel est-il considéré comme une source juridique valable en vertu de la constitution?	«WBL_ai_Const_personal_law»	-Cliquez-	«WBL_ai_Const_personal_law_LegalBasis»	
6.9. Dans l'affirmative, est-il considéré comme invalide s'il enfreint les dispositions constitutionnelles du principe de non-discrimination ou d'égalité?	«WBL_ai_Const_pers_law_valid_if_discrim»	-Cliquez-	«WBL_ai_Const_pers_law_valid_if_discrim_LegalBasis»	
6.10. La loi reconnaît-elle l'existence des tribunaux de droit personnel traitant uniquement des affaires de droit personnel?	«WBL_gc_Law-Personal_Courts»	-Cliquez-	«WBL_gc_Law-Personal_Courts_LegalBasis»	

6.11. Si les tribunaux de droit personnel sont reconnus, peut-on faire appel à leurs décisions devant le système de justice officiel de l'Etat? Si oui, veuillez indiquer le nom de la Cour d'appel adéquate.

Réponse	Description et fondement juridique (veuillez préciser la loi et l'article)
-Cliquez-	

6.12. N'hésitez pas à formuler ci-après toute remarque supplémentaire ou à indiquer des liens vers des lois en rapport avec cette section:

7. Non-discrimination

7.1. Existe-t-il une législation sanctionnant la discrimination par les créanciers dans le cadre d'opérations financières :

	Réponse et fondement juridique (veuillez préciser la loi et l'article)			
	Cycle précédent	Cycle en cours	Cycle précédent	Cycle en cours
a. fondée sur le sexe ou le genre?	«wbl_ai_A2F_Prohibit_disc_by_creditors_gender»	-Cliquez-	«wbl_ai_A2F_Prohibit_disc_by_creditors_gender_LegalBasis»	
b. fondée sur le statut marital?	«wbl_ai_A2F_Prohibit_disc_by_creditors_marital_status»	-Cliquez-	«wbl_ai_A2F_Prohibit_disc_by_creditors_marital_status_LegalBasis»	

7.2. Y a-t-il une loi sur la non-discrimination?

Réponse	Description et fondement juridique
-Cliquez-	

7.3. Si la réponse à la question 7.2. est « Oui », la définition du terme « discrimination » dans la loi interdit-elle la discrimination directe et indirecte à l'égard des femmes ?

Réponse	Description et fondement juridique (veuillez préciser la loi et l'article)
-Cliquez-	

8. Quotas

Instructions supplémentaires:

Veuillez mentionner le pourcentage des quotas légalement requis, par exemple 40 %. Veuillez écrire "Aucun quota" si les quotas n'existent dans aucun cadre législatif.

Les questions sur les quotas au niveau local visent à mettre en exergue les quotas concernant l'administration municipale (et non l'administration régional).

8.1. Quels sont les quotas sur la proportion de femmes prévus par la loi en vigueur dans un conseil d'administration?

Réponse et fondement juridique (veuillez préciser la loi et l'article)			
Cycle précédent	Cycle en cours	Cycle précédent	Cycle en cours
«WBL_ai_Formula_QuotaCorporateBoard»		«WBL_ai_Formula_QuotaCorporateBoard_LegalBasis»	

8.2. Quels sont les quotas sur la proportion de femmes (sièges réservés) prévus par la loi en vigueur pour les points suivants?

	Réponse et fondement juridique (veuillez préciser la loi et l'article)			
	Cycle précédent	Cycle en cours	Cycle précédent	Cycle en cours
a. femmes représentants au parlement	«WBL_ai_Formula_QuotaParliament»		«WBL_ai_Formula_QuotaParliament_LegalBasis»	
b. femmes représentants au gouvernement local	«WBL_ai_Formula_QuotaLocalGov»		«WBL_ai_Formula_QuotaLocalGov_LegalBasis»	

8.3. Quels sont les quotas sur la proportion de femmes pour les listes de candidats prévus par la loi en vigueur pour les points suivants?

	Réponse et fondement juridique (veuillez préciser la loi et l'article)			
	Cycle précédent	Cycle en cours	Cycle précédent	Cycle en cours
a. élections au niveau parlementaire	«wbl_ai_Quotas_candidate_lists_national_percentage»		«wbl_ai_Quotas_candidate_lists_national_percentage_LegalBasis»	
b. élections du gouvernement local	«WBL_ai_Quotas_candidate_lists_local_percentage»		«WBL_ai_Quotas_candidate_lists_local_percentage_LegalBasis»	

8.4. Y a-t-il des sanctions pour le non respect des quotas obligatoires des femmes:

	Réponse	Fondement juridique (veuillez préciser la loi et l'article)
a. dans les conseils d'administration?	-Cliquez-	
b. sur les listes de candidats	-Cliquez-	

aux élections nationales?		
c. sur les listes de candidats aux élections du gouvernement locale?	-Cliquez-	

8.5. Y a-t-il des mesures incitatives (ex. d'ordre financier):

	Réponse	Fondement juridique (veuillez préciser la loi et l'article)
a. pour inclure les femmes dans les conseils d'administration?	-Cliquez-	
b. pour que les partis politiques incluent les femmes sur les listes de candidats aux élections nationales?	-Cliquez-	
c. pour que les partis politiques incluent les femmes sur les listes de candidats aux élections du gouvernement locale?	-Cliquez-	

8.6. N'hésitez pas à formuler ci-après toute remarque supplémentaire ou à indiquer des liens vers des lois en rapport avec cette section :

9. Réformes et lois en attente d'adoption ou de promulgation

9.1. Depuis le 30 avril 2015, la cour suprême a-t-elle rendu un jugement ou des réformes ont-elles été adoptées en rapport avec les thèmes abordés dans ce questionnaire ?

-Cliquez-

9.2. Dans l'affirmative, veuillez en faire une description précise et, si possible, citer la décision de justice ou joindre une copie de la nouvelle législation (n'hésitez pas aussi de nous envoyer une copie de la nouvelle législation ou du nouveau règlement en pièce [jointe ici](#), ou de nous l'envoyer par courriel).

9.3. Existe-t-il actuellement des projets de loi ou de réglementation en cours d'examen par les instances législatives ou en attente d'adoption et se rapportant aux thèmes abordés dans ce questionnaire ? La réponse est Oui si une nouvelle disposition légale ou réglementaire, ou un amendement aux dispositions légales ou réglementaires en vigueur, est en cours d'examen par le corps législatif en vue de son adoption.

-Cliquez-

9.4. Dans l'affirmative, veuillez fournir toutes précisions nécessaires et, si possible, joindre une copie du projet de loi ou de réglementation (n'hésitez pas aussi de nous envoyer une copie de la nouvelle législation ou du nouveau règlement en pièce [jointe ici](#), ou de nous l'envoyer par courriel).

Merci d'avoir participé à notre étude !

Nous vous sommes très reconnaissants de votre contribution au projet *Les Femmes, l'Entreprise et le Droit*.

Les résultats seront publiés dans le rapport *Les Femmes, l'Entreprise et le Droit 2018* ainsi que sur notre site: wbl.banquemondiale.org.

Votre contribution sera dûment mentionnée sur ces deux supports, conformément au choix que vous aurez exprimé.